

Les services du FMI ont achevé les entretiens sur les consultations de 2012 au titre de l'article IV et la première revue de la LPL avec le Maroc

Communiqué de presse n° 12/489

Le 17 décembre 2012

Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Jean-François Dauphin a séjourné au Maroc du 5 au 18 décembre 2012 pour mener avec les autorités du pays les consultations de 2012 au titre de l'article IV des statuts du FMI et la première revue de la Ligne de précaution et de liquidité (LPL). Le Conseil d'administration du FMI avait approuvé en août 2012 un accord de 24 mois au titre de la LPL d'un montant équivalant à 4.1 milliards de DTS (soit environ 6,2 milliards de dollars et 700 % de la quote-part). Durant son séjour, la mission a également rencontré des représentants du secteur privé et de la société civile.

Au terme de la visite, M. Dauphin, a rendu publique la déclaration suivante :

«La solidité des fondamentaux économiques du Maroc et les politiques globalement saines qu'il a mises en œuvre ont contribué, au fil des ans, à de robustes résultats macroéconomiques. Grâce à ces atouts le pays a bénéficié, en août dernier, d'un accord au titre de la LPL, dont le but est d'offrir une assurance contre les chocs exogènes. La LPL a en outre contribué à rehausser la confiance des marchés, ainsi qu'en témoigne la réduction des écarts des contrats sur risque de défaut (CDS) en août dernier. De l'avis des services du FMI, le programme des autorités se maintient sur la bonne voie.

«Plus récemment, les solides résultats enregistrés par le Maroc ont été mis à l'épreuve par la détérioration de la situation économique en Europe, le renchérissement du pétrole et des produits alimentaires et, en 2012, par une production agricole inférieure à la moyenne. La croissance du PIB devrait ralentir en 2012 à environ 3 %, même si la croissance hors agriculture se maintiendrait à 4,5 %. Le déficit des transactions courantes devrait dépasser 8 % du PIB, bien que les réserves se soient stabilisées à environ 4 mois d'importations. La confiance des marchés s'est confirmée en décembre avec l'émission réussie d'obligations souveraines pour 1,5 milliards de dollars, dont un tiers à une maturité de 30 ans. Le déficit budgétaire devrait diminuer pour se rapprocher de 6 % du PIB grâce, notamment, à l'ajustement en juin des prix des produits subventionnés. L'inflation devrait rester faible, à 1,3 % en 2012, malgré ces augmentations de prix. À près de 9 %, le taux de chômage est stable et reste particulièrement élevé chez les jeunes.

«Les pressions extérieures devraient persister et une détérioration supplémentaire de l'environnement international n'est pas à exclure. Dans cette conjoncture, le programme des autorités soutenu par la LPL — lequel comprend des mesures structurelles destinées à renforcer la compétitivité, la croissance potentielle et l'emploi, un rééquilibrage des finances publiques, et des politiques monétaires et financières prudentes — reste approprié. Il devient de plus en plus urgent de mettre en œuvre les réformes nécessaires pour que le Maroc puisse maintenir sa performance face à un environnement extérieur difficile.

«Le Maroc a considérablement avancé sur le plan du renforcement de la croissance et de la réduction de la pauvreté durant la décennie écoulée. Mais malgré ces progrès, il reste encore beaucoup à faire pour réduire le chômage, notamment chez les jeunes, et améliorer davantage les indicateurs sociaux tels que le taux d'alphabétisation et l'égalité d'accès aux infrastructures de base et aux services de santé et d'éducation. À cet égard, des mesures structurelles sont nécessaires pour promouvoir une croissance plus forte et solidaire, grâce aux réformes des marchés des produits et du travail, à l'investissement dans le capital humain et physique et à l'amélioration du climat des affaires.

«Maintenir la viabilité des finances publiques à moyen terme reste une priorité. L'orientation budgétaire du projet de loi de finances de 2013 est appropriée. Toutefois, la viabilité des finances publiques à moyen terme passe par la mise en œuvre de réformes structurelles essentielles qui permettront également de dégager des marges de manœuvre budgétaires pour améliorer la protection sociale et investir davantage dans le capital humain et dans l'infrastructure. À cet égard, la réforme du système de subventions est indispensable et urgente, car le système actuel obère les ressources budgétaires et constitue un moyen

inefficace de soutien aux populations dans le besoin. La réforme du système de retraites est également urgente pour assurer sa pérennité et préserver la viabilité des finances publiques à moyen et long terme.

«Dans une conjoncture extérieure de plus en plus difficile il est nécessaire de renforcer la compétitivité. Pour recueillir pleinement les fruits des efforts consentis par les autorités pour accroître la diversification des marchés et produits d'exportation et attirer davantage d'investissements directs étrangers, les réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires et l'investissement dans l'éducation et la formation sont nécessaires. A terme, une plus grande flexibilité du taux de change renforcerait la contribution des réformes structurelles au soutien à la compétitivité et à l'absorption des chocs extérieurs.

«Le secteur bancaire s'est montré résilient face à la crise mondiale et sa situation reste saine dans son ensemble. Nous soutenons les efforts de Bank Al-Maghrib visant à poursuivre le renforcement de la réglementation et supervision bancaires, y compris par l'adhésion progressive aux normes de Bâle III. De même, la poursuite des efforts pour améliorer l'accès aux services financiers, notamment dans les régions rurales, et renforcer l'intermédiation contribuera à élargir l'accès au crédit, en particulier, pour les petites et moyennes entreprises et, donc à promouvoir une croissance plus forte et plus inclusive.

«La mission tient à remercier les autorités marocaines et tous les autres interlocuteurs qu'elle a eu l'opportunité de rencontrer, pour leur excellente coopération et des discussions fructueuses ».